

COP26 : comment les élites nous préparent un « pass carbone »



[Source : lecourrierdesstrategies.fr]

Par JULIEN G.

Le Nouvel Ordre Mondial est bien là et le Prince Charles a donné, à la COP26, un aperçu des moyens que les élites utiliseront pour parvenir à leurs fins. Après les états d'urgence attentat et sanitaire, les dirigeants mondiaux ont clairement montré leur volonté de mettre en place un état d'urgence climatique. Prenant prétexte de l'urgence climatique, cette politique doit permettre, non pas un développement plus harmonieux pour tous, mais un renflouement vert du système financier spéculatif actuel et quoi de mieux qu'un pass carbone ?

1. Le prince Charles en roue libre

Lors de la COP26, le Prince Charles a tenu des propos surréalistes concernant le futur de l'humanité. Des propos, qui par ailleurs, ont été peu ou pas repris par les médias hexagonaux.

La feuille de route ne parle pas de confinement pour fin 2021, mais de pénuries et d'installation de contrôles militaires pour le programme de transition et de renoncement à la dette.

Il a expliqué, d'un ton sur et monotone, qu'il fallait mettre en place une campagne militaire qui imposera la nouvelle transition économique mondiale afin de sauver la planète en y injectant des milliers de milliards de dollars, une somme plus importante que le PIB mondial !

Il affirme que les pays sont gravement endettés et qu'ils ne pourront pas faire face aux défis climatiques.

Qui pouvait mieux annoncer cette grande réinitialisation du monde que « son Altesse » dont l'obsession climatique est bien connue de tous !

Ségolène Royal l'avait d'ailleurs fait venir chez nous, en décembre 2015, pour trôner aux côtés de Michael Bloomberg (un des mécènes de Joe Biden), Al Gore et Arnold Schwarzenegger, au sommet de la COP21 aboutissant aux fameux Accords de Paris.

Si ces dirigeants mondiaux mettaient à disposition cet argent fictif gagné via la spéculation boursière, ce n'est pas pour le bien de l'humanité, mais pour en contrôler l'avenir.

Comment imaginer un seul instant que Jeff Bezos, le patron d'Amazon, devenu milliardaire en vendant des gadgets chinois aux Américains et aux Européens en détruisant leur industrie et leur petit commerce, puisse à un moment devenir une partie de la solution au problème climatique !

Nous assistons, donc, à la mise en place du Nouvel ordre mondial, une dictature mise en place par le secteur privé mondialiste, qui veut mettre fin aux démocraties que nous connaissons en utilisant systématiquement la menace pour arriver à ses fins.

Pour rappel, du 9 au 11 novembre 2020, s'est tenue une rencontre de haut niveau, baptisée Green Horizon summit, réunissant une centaine de décideurs financiers et économiques de haut vol, tous avides d'examiner comment passer de la théorie climatique à la spéculation verte : le Great Reset de leur portefeuille au détriment de la planète.

Selon les organisateurs, le sommet avait pour but d'accélérer l'innovation financière dans le climat, en promouvant des initiatives semblables à celles des obligations vertes.

2. Et maintenant l'état d'urgence climatique

En 2015, c'était la menace terroriste, depuis 2 ans nous sommes en état d'urgence sanitaire et demain ce sera la menace climatique.

En effet, comment ne pas admettre la conformité massive et sans questionnement des peuples aux réglementations restrictives et liberticides du COVID.

L'idée de confinement climatique pourrait être facilement normalisée à la lumière du respect massif des confinements pandémiques.

Alors qu'avec la crise sanitaire, beaucoup de responsables se rendent à l'évidence que la mondialisation financière a rongé la substance productive de nos économies et fragilisé nos secteurs publics, cette « Caste » voit comme une énorme menace le retour aux recettes économiques élémentaires ayant fait leurs preuves lors de la reconstruction d'après-guerre.

Pour ces élites déconnectées, il s'agit, donc, de saisir la formidable occasion que leur offre la peur suscitée par la crise sanitaire mondiale, pour imposer une dictature climatique et de contrôler directement le portefeuille de chaque citoyen.

De faire en sorte que l'essentiel des investissements soit affecté exclusivement au fameux New Green Deal et que les citoyens se comportent

comme il faut.

L'idée est donc de mettre en place une tyrannie plus intrusive en misant sur le fait que *les gens peuvent être plus disposés à accepter le suivi et les limitations liées aux quotas carbone personnels pour obtenir un climat plus sûr.*

3. Un pass carbone pour contrôler chaque aspect de votre vie

Si, lors de cette COP26, les gouvernements décident soudainement de bannir le CO2 de leur économie, le monde pourrait connaître un retournement brutal des valeurs d'un tiers de l'économie mondiale, soit la partie liée aux hydrocarbures (lignite, charbon, gaz, pétrole, etc.) et l'écosystème qu'elles entretiennent (exploitation minière, pétrochimie, plastique, etc.).

Mieux vaut donc prendre les devants et organiser le verdissement de la finance mondiale, afin de limiter les frais et surtout les secousses.

Pour cette finance-là, faute d'une réelle opposition de la part de gouvernants obéissant à l'intérêt général et non aux lobbies, la crise pandémique de Covid-19 a offert une fenêtre de tir pour mettre en place le type de société totalitaire et de surveillance dont elle rêve depuis longtemps.

Car s'il s'agit, officiellement, de sauver le climat et la planète, en réalité, ce n'est que l'ultime bouée de sauvetage de la bulle des « actifs verts » et un moyen efficace pour la faire gonfler.

Nos élites, présentes à Glasgow, préparent donc des quotas de carbone personnels *obligatoires* qui introduiraient le rationnement dans tous les domaines de votre vie et ceci via une application qui enregistrerait vos déplacements, vos dépenses de chauffage et même la nourriture que vous mangez.

D'ailleurs, cette proposition avait été présentée dans la revue scientifique Nature par quatre experts de l'environnement comme un moyen de réduire les émissions mondiales de carbone.

Le discours ambiant de cette COP26 est donc que, face aux problèmes écologiques présents et à venir, il est nécessaire de mettre dans l'esprit collectif, que chaque citoyen soit conscient d'avoir un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique, en proposant l'instauration d'un compte ou pass carbone.

À l'image d'un compte en banque, ce compte carbone sera crédité de 2000 kg de carbone par français par an, suivant les accords de Paris. Il sera demandé lors de tout achat de produits ou services de première main générant une quantité non négligeable de carbone dans son cycle de

production/commercialisation de présenter son compte ou pass carbone sur lequel sera débité le montant de carbone lié à la dépense.

Il est donc envisagé que pass sanitaire se transformera en pass carbone et donc une limitation des voyages, de la nourriture, des kilomètres en voiture, etc.

Le tout au nom de la prochaine crise à venir : le changement climatique.

Aujourd'hui le pass, renouvelé à minima jusqu'en juillet 2022, offre un QR code pour le vaccin. Et demain ce sera pour votre bilan carbone.

Et le surlendemain ?

Reste à savoir si les populations mondiales vont se laisser faire et se faire esclavagiser et de la sorte par cette caste.